



L'intersyndicale annonce qu'elle dépose un préavis de grève à partir de mardi prochain. PHOTO DR

Les salariés de l'hôpital d'Aix ne décolèrent pas

Santé

Après une mobilisation massive le 23 mai, l'intersyndicale du centre hospitalier d'Aix-Pertuis organisait hier, une assemblée générale du personnel.

Les salariés réclament l'ouverture de véritables négociations et l'abandon du contrat de retour à l'équilibre financier. Des emplois sont en jeu.

Le contrat de retour à l'équilibre financier (CREF), les personnels du centre hospitalier intercommunal d'Aix-Pertuis (CHIAP) l'ont toujours en travers de la gorge et l'ont à nouveau fait savoir à leur hiérarchie, hier matin à l'occasion d'une assemblée générale à l'appel de l'intersyndicale (FO-CGT-CFDT). Environ 300 salariés ont investi le hall principal de l'établissement avant de se rendre dans le bureau du directeur Joël Bouffiès. Ici, la colère ne faiblit pas, bien au contraire, depuis qu'on sait les conséquences directes de l'application du CREF, à commencer par les suppressions de postes - 50 au total selon la direction, les syndicats redoutant le double - mais aussi

quatre jours de RTT en moins pour le personnel soignant, la suppression pour l'ensemble des salariés, de deux jours « d'accords locaux », le non-remplacement des départs à la retraite et un budget formation amputé de 500 000 euros.

Joël Bouffiès : « je n'applique pas le CREF de gaieté de coeur »

Le syndicat majoritaire, Force Ouvrière (FO), par la voix de son secrétaire général des hospitaliers, René Sale, confirme que la mobilisation ne faiblira pas : « Ce qu'on veut, c'est mettre le CREF à plat et annuler la dette » assène-t-il, « le directeur peut bien nous dire qu'il n'y peut rien, que c'est une décision du ministère, on est conscients des problèmes nationaux, mais localement, on n'est quand-même pas prêt à tout avaler ! Prenez l'exemple du budget formation : les 500 000 euros en moins, soit un tiers du budget total, c'est de l'argent qu'on nous vole ! C'est nous, qui cotisons ! » « On nous demande même de sacrifier nos

congrés » poursuit René Sale, « dans certains services, la direction a demandé aux agents de prendre des assurances sur leurs billets d'avion ou de bateau, au cas où ils devraient les annuler. Vous imaginez, dans quel état on se trouve, quand on travaille dans ces conditions ? » Des conditions de travail directement liées à la qualité de l'accueil : « Le personnel est fatigué, lassé et excédé de subir chaque jour les contraintes budgétaires, à quoi se rajoute une gestion discutable, mettant notre hôpital public en danger, le personnel en danger et les patients en danger » alerte la CGT. « On ne veut pas laisser détruire notre hôpital » résume René Sale. Selon ses dires, Joël Bouffiès non plus, même si forcément, le refrain est un peu différent côté direction. S'il admet que « la réaction de colère des salariés est naturelle », il affirme : « je n'applique pas le CREF de gaieté de coeur. J'applique la politique de mon pays, comme tous les autres hôpitaux. Ce CREF nous est soumis par l'ARS, j'ai obli-

gation de le mettre en place ». Sur les suppressions de postes, le directeur précise : « J'ai fait en sorte d'épargner les personnels soignants. Sur un effectif total de 2900 salariés, 5 postes seront supprimés. Sur ce 50, 25 relèvent du personnel technique et administratif, les 25 autres sont des soignants, dont la moitié sera liée à des réorganisations. À titre de comparaison, le CREF mi en place à l'hôpital de Digne nous : contraint à supprimer 40 postes sur 1000 agents. Je rappelle d'ailleurs que depuis 2013, j'ai créé 150 postes. Je fais ce que je peux... ». Sur la suppression des RTT, « je comprend que ça ne fasse pas plaisir, mais j préfère cela plutôt que supprimer davantage de postes. Je suis moi-même concerné par cette mesure précise Joël Bouffiès. Pas de quoi convaincre l'intersyndicale, qui annonce que le mouvement sera reconduit, avec un préavis à partir de mardi, et un débrayage quotidien de 12h à 14h.

SG.

1961

Début de la construction de l'hôpital Paul Cézanne, mis en service six années plus tard. Il comprend alors sept niveaux et deux ailes. Par la suite, s'y ajoutera un service des urgences.

1995

Début de la construction de l'aile Jacques de la Roque. En décembre 1997, l'aile est mise en service. Huit ans plus tard est ouverte une unité de procréation médicalement assistée et de fertilité.

2012

Le 1er janvier : fusion du Centre Hospitalier du Pays d'Aix avec le Centre Hospitalier de Pertuis et création du Centre hospitalier du Pays d'Aix - Centre hospitalier intercommunal Aix-Pertuis.

La tension monte d'un cran à l'hôpital

La grogne du personnel hospitalier continue de s'intensifier. Après l'assemblée générale de la semaine dernière, les syndicats FO, CGT et CFDT ont lancé un nouvel appel. Environ 250 personnes étaient présentes hier matin dans le hall de l'établissement pour protester contre le Contrat de retour à l'équilibre financier (CREF). "C'est bien, il y a de plus en plus d'agents qui se mobilisent, se réjouit René Sale, secrétaire général FO des hospitaliers. Par contre, nous sommes de nou-

veau allés voir la direction et le dialogue ne passe pas." Une centaine de personnes sont allées voir Joël Bouffiès, le directeur du centre hospitalier d'Aix-Pertuis, qui se dit "ouvert aux négociations" mais la communication passe difficilement: "On aboutit à un dialogue de sourds. Je leur ai demandé s'ils avaient des propositions mais ils revendiquent uniquement l'annulation du CREF et de la dette, ce que je ne peux pas faire."

Tout de même, conscients de l'impuis-

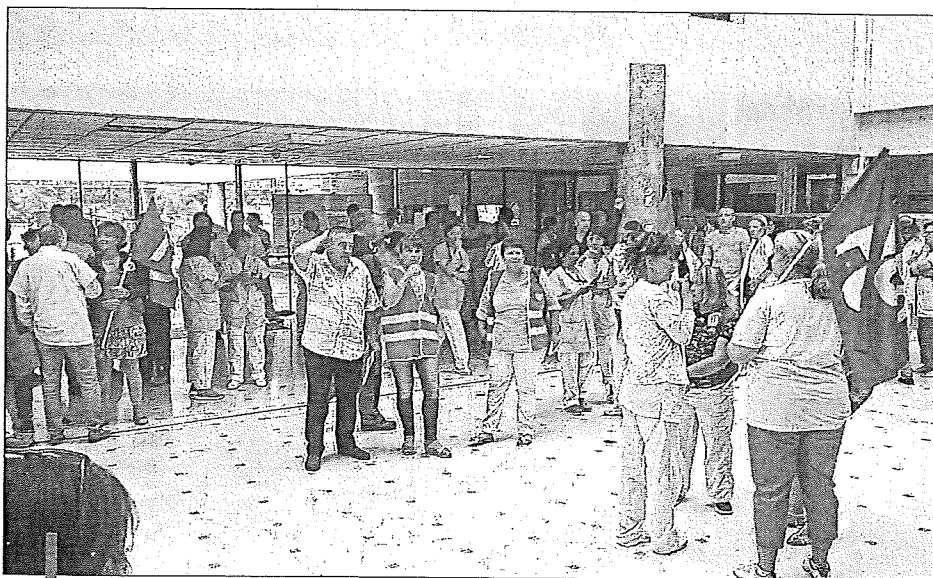
sance de la direction et de l'agence régionale de santé (ARS) dans la création du CREF, imposé par le gouvernement, les trois syndicats, dorénavant réunis en Comité intersyndicale de résistance pour la défense de notre hôpital public, s'apprentent à demander un rendez-vous à Paris avec la ministre de la Santé Agnès Buzin. Joël Bouffiès comprend la démarche mais doute de son efficacité: "Si l'État veut nous donner de l'argent, je le prendrai! Mais nous étions les seuls de la région à ne pas être encore soumis au CREF, jusqu'à ce qu'on dépasse les 2% de déficit."

Parmi les mesures prises par la direction pour maintenir ou réduire les 5,6 M € de déficit, il y en a 4 qui mobilisent soignants et non-soignants: suppression de 50 postes, 4 jours de RTT en moins (pour le directeur aussi), 500 000 € d'économie du budget des formations et la baisse de la durée du temps de travail. "Aujourd'hui, on travaille 7 h 40 par jour, qu'on dépasse déjà. Si on passe à 7 h 30, ça fera au moins 10 minutes de bénévolat," explique une infirmière. Mais le directeur ne l'entend pas de cette oreille: "Plein d'hôpitaux sont passés à 7 h 30 et ça se passe bien. Le personnel représente 70% des dépenses. En faisant ces économies, j'évite des suppressions de postes supplémentaires. Ce que demande l'État est dur mais je reste optimiste, d'ici quelques années, ça ira mieux."

En attendant que ça aille mieux, un préavis de grève reconductible de 2 heures par jour a été posé aujourd'hui. Il prendra effet mardi prochain avec la tenue d'une nouvelle assemblée générale.

Justine CHAUVIN

AIX_001



FO, CGT et CFDT se sont rassemblés en comité pour mieux peser dans la lutte contre le CREF: grève et demande de rendez-vous avec la ministre de la Santé sont prévues. /D.R.